

DISCOURS DE PRISE DE SERVICE DU PRESIDENT VICTOR DASSI ADOSSOU EN QUALITE DE PRESIDENT DE LA COUR SUPREME

Jeudi 25 mars 2021.

**Monsieur le Directeur de cabinet représentant le garde des sceaux, Ministre de la
Justice et de la Législation ;**

Monsieur le Procureur général près la Cour suprême ;

Madame et Monsieur les Présidents de chambre ;

Mesdames et Messieurs les Conseillers et Avocats généraux ;

Monsieur Abraham ZINZINDOHOUE, ancien Président de la Cour suprême ;

**Monsieur le Président Robert DOSSOU, Ancien Président de la Cour
Constitutionnelle ;**

Messieurs les Honorables députés ;

Messieurs les membres du Conseil Supérieur de la Magistrature ;

**Mesdames et Messieurs les anciens Présidents de Chambre et procureurs
généraux près la Cour suprême ;**

Messieurs les anciens Ministres ;

Mesdames et Messieurs les magistrats honoraires ;

Monsieur le vice-président de l'UNAMAB ;

Monsieur le Président de l'Association des magistrats retraités du Bénin ;

Mesdames et Messieurs les anciens conseillers à la Cour ;

Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats ;

Monsieur le Préfet du département de l'Ouémé ;

Monsieur le Maire de la ville de Porto-Novo ;

Messieurs les Maires des villes de Comè et de Houéyogbé ;

Sa majesté KABIESSI OBA ALADJATCHE ONIKOYI ABESSAN 6 ;

Sa majesté le roi TOFFA IX de Porto-Novo ;

Sa majesté le roi Zounnon Agbogba II de Guézin ;
Général de division Félix HESSOU ;
Général de Brigade Etienne ADOSSOU ;
Madame la Secrétaire Générale ;
Monsieur le Directeur de cabinet ;
Mesdames et Messieurs les Auditeurs ;
Mesdames et Messieurs les magistrats des Juridictions du fond ;
Mesdames et Messieurs de la grande famille judiciaire du Bénin ;
Monsieur le Greffier en chef ;
Messieurs les représentants des différents syndicats de la maison justice ;
Mesdames et Messieurs les greffiers ;
Mesdames et Messieurs les assistants de chambre ;
Monsieur le Secrétaire général du SYNAM/CS ;
Mesdames et Messieurs les membres du personnel administratif ;
Distingués invités ;
Chers parents ;
Mesdames et Messieurs,

Il y a de cela seulement un peu moins de trois heures de temps, plus exactement à 10h 08 minutes, de ce jour, jeudi 25 mars 2021, j'ai juré, devant son excellence, monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement, Président du Conseil Supérieur de la Magistrature, les membres du Gouvernement, les corps constitués de la nation, le corps diplomatique, devant le peuple de mon pays, **« de bien et fidèlement remplir ma fonction, de l'exercer en toute impartialité dans le respect des lois, de garder le secret des délibérations et des votes, de ne prendre aucune position publique, de ne donner aucune consultation à titre privé sur les questions relevant de la compétence de la Cour et de me conduire en tout en digne et loyal magistrat ».**

La fonction à l'exercice de laquelle je suis appelé est bien celle de Président de la Cour suprême du Bénin, la plus haute Juridiction, à ce jour, en matière administrative, judiciaire et des comptes de l'Etat.

Ce n'est pas sans émotion que je prends la parole devant vous, mesdames et messieurs, en ces instants de grande solennité où le Bénin du droit, le Bénin épris de paix et de justice voudrait entendre les premiers mots du tout nouveau Président de la Cour suprême.

Dominant mes sentiments et mes émotions, je voudrais, avant tout propos, et dans le strict respect de la laïcité de notre Etat, rendre d'abord grâce à Dieu, l'Eternel des armées, l'omniscient de qui je viens et qui m'aura tout donné.

Avec beaucoup d'humilité, je voudrais lui exprimer toute mon infinie gratitude et remettre entre ses mains, la maison justice dont il vient de me confier les destinées.

Chrétien, je me refuse de penser à un hasard de calendrier, s'agissant de ce 25 mars, jour de la solennité de l'Annonciation, significatif pour la foi que je professe.

J'y vois plutôt le signe supplémentaire de la manifestation du Très Haut comme notre contemporain dans le mystère de l'Eglise.

Je me réjouis d'être rendu témoin de ce mystère d'amour.

Qu'il fasse de moi l'instrument de la réalisation de sa volonté pour notre Cour.

Mesdames et Messieurs les membres de la Cour.

Distinguées personnalités ici présentes.

Mesdames et Messieurs.

Comment ne pas exprimer à présent, toute ma reconnaissance au Président de la République, son excellence Monsieur Patrice Athanase Guillaume TALON de m'avoir fait l'honneur de m'appeler à occuper ce poste éminent de Président de la Cour suprême, placée au sommet de la pyramide judiciaire de notre pays ?

Je lui dis naturellement et simplement merci, merci de la grande confiance ainsi placée en ma modeste personne.

Merci aussi à tous les responsables ou membres des institutions de la République qui, conformément à la loi, ont émis leurs avis sur le dossier de ma nomination, qu'il s'agisse du Président de l'Assemblée Nationale, des membres du Conseil Supérieur de la Magistrature ou du Gouvernement de la République.

En réponse à cette marque de confiance ainsi témoignée à mon endroit, je voudrais les rassurer de ce que ma seule ambition à partir de ce jour, est de travailler, de toutes mes forces, à ce que notre peuple croit en la justice et ait à son tour, confiance en ceux et celles qui ont le lourd privilège de la rendre au nom de l'Etat.

Mais, au-delà de ma modeste personne, c'est toute la magistrature béninoise qui est ainsi honorée par le Président de la République.

Observateur attentif de la vie judiciaire de notre pays, je lis à travers cette nomination, la tenue par le Président de la République, de l'une de ses promesses, de ses ambitions pour la justice portée par son projet de société qu'il a rendu public en 2016 quand il envisageait de briguer la magistrature suprême de notre pays.

Il avait en effet indiqué que la Cour suprême, juridiction de cassation s'il en est, devra être présidée par un magistrat de carrière, élu par ses pairs.

La réforme constitutionnelle qu'il a envisagée n'ayant point prospéré sur le mode électif du poste du président de la Cour suprême, il a fait usage des pouvoirs que lui confère notre constitution pour atteindre, en dépit des contingences socio-politiques du moment, l'objectif de la nomination du Président de la Cour suprême, parmi les magistrats de carrière.

Au nom de toute la magistrature de mon pays, je voudrais saluer l'attachement du Président de la République à un idéal démocratique porté par son projet de société.

Cette marque de considération de la haute Autorité appelle, pour tous les magistrats de la République, que dis-je, pour toute la famille judiciaire du Bénin, non seulement un sentiment de fierté et d'honneur mais également une exigence de responsabilité.

Le choix qui est porté sur nous en tant que magistrat, appelle pour nous, l'obligation de mériter cet honneur, de le mériter dignement, amplement et totalement.

Chaque acteur de la maison justice qu'il soit magistrat, auxiliaire de justice ou fonctionnaire tout court se doit par conséquent, de travailler à restaurer la confiance entre l'Institution judiciaire et nos concitoyens.

La Cour suprême, précisément en raison de sa place au sommet de la pyramide judiciaire, ne doit être ni indifférente, ni éloignée du besoin de lien social et d'espace de dialogue et de régulation.

La haute Juridiction doit être ouverte. Et mon ambition est de la rendre encore plus forte, plus visible et plus présente dans le paysage judiciaire national comme international ; d'en promouvoir le rayonnement ; de porter, en tant que représentant de l'institution ou du pouvoir judiciaire, une parole ambitieuse, responsable et raisonnée, auprès des autres institutions au plus haut niveau de l'État, auprès de nos homologues étrangers comme des instances africaines et internationales.

Cette ambition, je souhaite la conduire avec tous les magistrats de la République, tous les avocats au barreau, tous les autres auxiliaires de justice pour opérer les réformes idoines au sein de notre haute Juridiction et accompagner voire impulser les transformations nécessaires à l'institution judiciaire dans son ensemble.

La justice n'est et ne saurait être un enjeu politique. Elle est plutôt au cœur du pacte démocratique de notre société. Elle n'est plus, notre Constitution me permet de l'affirmer, à la périphérie du système démocratique comme autrefois, mais au cœur du système.

Acteurs à divers niveaux de la justice, nous devons prendre conscience de cette vérité démocratique et travailler à jouer toute notre partition dans l'avènement au Bénin, d'une justice, pilier de l'Etat de droit.

Nous élever à la maîtrise de ce nouveau défi, voilà désormais notre nouvel horizon d'animateurs du secteur judiciaire.

Mesdames et Messieurs les membres de la Cour ;

Distinguées Personnalités.

Avant de poursuivre plus loin mes propos, qu'il me soit permis de rendre un hommage mérité à mes éminents prédécesseurs de vénérées mémoires qui ont donné de leur corps et de leur âme pour le rayonnement de notre Cour, l'une des plus vieilles institutions de la République.

Ils ont pour noms :

- Dr. Emile Derlin ZINSOU ;
- M. Sébastien vignon DASSI ;
- M. Valentin DJIBODE APLOGAN ;
- Me. Louis IGNACIO-PINTO ;
- M. Cyprien AÏNADOU ;
- M. Grégoire Gilbert GBENOU ;
- Dr. Léandre AMLON ;
- M. Frédéric Noutaï HOUNDETON ;

- M. Saliou ABOUDOU auprès de qui j'ai beaucoup appris le métier de juge de cassation et qui, tel un prophète, m'a prédit l'accomplissement de l'événement de ce jour.

A son âme, je souhaite paix et repos éternel.

Je voudrais particulièrement saluer le Président Abraham ZINZINDOHOUE ici présent, Avocat de renom, qui m'a ouvert en 1996, les portes de la Cour suprême et avec qui j'ai éprouvé du bonheur à travailler à la mise en œuvre des réformes qu'il a impulsées à la Cour suprême.

A lui toute ma reconnaissance.

Du Président Ousmane BATOKO que j'ai accompagné de tout cœur pendant ses deux mandats, je garde le souvenir vivace d'un grand homme d'Etat qui a mis ses talents au service de la maison justice.

Je lui souhaite tout le meilleur dans sa nouvelle aventure d'homme enfin libre.

Qu'il me soit également permis d'exprimer ma gratitude à trois éminents magistrats de la République et à une grande dame qui ont influencé mon parcours professionnel et envers qui je reste redevable ad vitam aeternam ;

Il s'agit de mon parent, André LOKOSSOU et des doyens FOURN Gaston, William ALYKO et Madame Christine Dessouches qu'on ne présente plus au Bénin et à qui je dois toutes mes expériences accumulées au plan judiciaire international.

Ma nomination au poste de Président de la Cour suprême leur est principalement dédiée.

A vous tous, mesdames et messieurs, venus des quatre coins du Bénin mais aussi d'ailleurs et qui avez cherché à être témoins de l'évènement de ce jour, je voudrais dire ma reconnaissance et celle de toute ma famille.

A tous ceux et celles, plus nombreux, qui n'ont pu assouvir leur faim d'être du présent rassemblement pour les raisons qui n'échappent plus à personne, je voudrais dire mes sincères regrets et les assurer de mon infinie gratitude.

Les manifestations de leur amitié et de leur solidarité sous toutes leurs formes témoignées à mon endroit, me sont allées droit au cœur.

Qu'ils soient persuadés de mon fidèle attachement à leurs personnes respectives et de ma détermination à les honorer pendant toute la durée de mon mandat, en restant dans le serment que je viens de prêter.

Mesdames et Messieurs les membres de la Cour suprême,

Mesdames et Messieurs les membres du personnel administratif,

Mesdames et Messieurs,

Mon allocution de prise de fonction à la tête de la Cour suprême reste pour moi l'occasion privilégiée de partager avec vous tous, collaborateurs à divers niveaux, ma vision des réformes nécessaires et des perspectives envisageables pour faire de la haute Juridiction béninoise, une institution solidement ancrée dans les réalités contemporaines et qui se donne les moyens de faire comprendre ce qu'elle est et ce qu'elle fait au bénéfice exclusif du justiciable en particulier et du peuple béninois en général, au nom de qui la Justice est rendue.

La justice, le pouvoir judiciaire que j'entends défendre avec conviction, détermination et responsabilité, c'est une justice plus forte en phase avec les exigences de l'Etat de droit et pilier de la démocratie.

Je voudrais le dire sans ambages ni ambiguïtés.

Il n'y a pas de justice forte sans indépendance du pouvoir judiciaire et par voie de conséquence, sans statut clair du magistrat, doublé d'une responsabilisation et d'une responsabilité du juge.

L'un des principaux chantiers de ma mandature, sera de travailler à faire voter le statut des magistrats de la Cour suprême, conformément, à l'alinéa 2 de l'article 134 de la constitution qui dispose : « *La loi détermine le statut des magistrats de la Cour suprême* ». La mise en œuvre de cette prescription constitutionnelle devient aujourd'hui plus urgente que par le passé, avec l'érection de la Chambre des comptes de la Cour suprême en Cour des comptes, avec les travaux en cours sur le statut des magistrats de ladite Cour et les règles de procédures applicables devant ses chambres.

Il est donc impérieux, de revisiter en ce qui concerne la Cour suprême, les textes la régissant ainsi que la procédure devant ses formations juridictionnelles dans un esprit d'actualisation et d'harmonisation. Ce chantier important de relecture des textes régissant les attributions, l'organisation, le fonctionnement et les règles de procédures devant la Cour suprême mettra fin à une situation singulière qui faisait de notre haute Juridiction, la seule institution constitutionnelle de la République non dotée de textes élevés au rang de lois organiques.

Le Procureur Général près notre Cour, monsieur Onésime Gérard MADODE a accepté de conduire très rapidement les travaux de relecture de ces textes. Je voudrais, en cette circonstance solennelle, l'en remercier.

L'influence du chantier législatif avec le soutien des Présidents d'institutions et notamment celui de l'Assemblée nationale, ne saurait cependant se limiter aux magistrats de la Cour suprême, je travaillerai en étroite collaboration avec le Garde des Sceaux, Ministre en charge de la justice, à l'adoption du statut des magistrats de la République.

La haute Juridiction, comme dans les états modernes, se veut force de propositions des réformes nécessaires à l'amélioration de la qualité de la justice au service de notre développement et de notre vivre ensemble.

Travailler à la lisibilité et à l'amélioration du statut des juges exige en retour, le renforcement des attentes de nos concitoyens à notre égard.

En saluant notre dévouement à la tâche, je voudrais nous inviter à davantage de responsabilités afin de contribuer de manière significative au renforcement du prestige du

pouvoir judiciaire. L'atteinte de cet objectif passe par la garantie de l'excellence de la formation initiale et du renforcement de la formation continue des magistrats tout au long de leur carrière. Cette responsabilisation encore plus accrue dans l'office du juge, appelle l'assainissement des mœurs de notre auguste corporation, en lien avec le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM).

J'entends intéresser tous nos éminents doyens, les magistrats honoraires, réunis ou non au sein de l'association des magistrats retraités du Bénin à cette initiative de formation continue, en liaison avec le Garde des Sceaux, Ministre en charge de la justice.

Mesdames et Messieurs les membres du CSM ;

En me retrouvant désormais à la 1^{ère} vice-présidence de cette instance, présidée par le Président de la République, j'entends contribuer étroitement au respect des devoirs et obligations déontologiques qui incombent aux magistrats de la République. Il s'agit là, des aspects majeurs de l'activité du Conseil Supérieur de la Magistrature auxquels je reste très attaché.

Mesdames et Messieurs les membres de la Cour suprême,

Mesdames et Messieurs les membres du personnel administratif,

Mesdames et Messieurs,

La Cour suprême plus que jamais juridiction de cassation, avec l'opérationnalisation des chambres administratives dans les juridictions du fond, rend des arrêts scrutés par les juristes, les professionnelles du droit, les parties au procès et l'ensemble de nos concitoyens. Ces arrêts doivent être rendus non seulement dans les meilleurs délais, mais également en quantité et en qualité. Si nous sommes une entreprise ou une usine, nos produits finis restent la reddition des arrêts. Une juridiction ne fonctionne que lorsqu'elle rend des décisions. Et j'entends faire fonctionner encore plus notre Cour.

La diffusion à grande échelle, de la Jurisprudence, revêt également à mes yeux, une importance capitale. Il nous faut aller au-delà des modes actuels de circulation dans le public, des arrêts de la haute Juridiction. Ce chantier est prioritaire. Nous l'avons entamé à la Chambre administrative. Il se poursuivra pour l'ensemble des formations juridictionnelles de la Cour.

L'enjeu des « données ouvertes » communément appelées *open data*, est de permettre aux acteurs du droit et de la justice comme aux citoyens, d'accéder à l'ensemble des décisions de la Cour suprême et pourquoi pas à ceux des cours et tribunaux de la République, ceci pour une meilleure prévisibilité de la jurisprudence.

J'attacherai donc du prix à la reddition des arrêts de la Cour, dans des délais raisonnables mais aussi à la publication et à la diffusion de notre jurisprudence. C'est la diffusion de cette jurisprudence qui facilite la prévisibilité de nos décisions et évite tous risques de suspicion. Dans le sens de la visibilité et de la lisibilité de nos décisions, la Cour organisera annuellement, si le bureau de l'institution en était d'avis, un Colloque avec les tenants de la doctrine. En effet, les premiers à lire, commenter, discuter et donc approfondir nos décisions, ce sont les universitaires. Nous avons le plaisir parmi les magistrats de la Cour suprême, de compter des professeurs d'universités. Nous porterons donc notre ouverture d'esprit, aux débats avec ceux qui assurent la formation de nos jeunes collègues et qui, à l'occasion, partageront avec nous, les grandes et nouvelles tendances sur des thématiques au cœur de notre office de praticiens du droit. Nous nous enrichirons ainsi du mariage heureux entre la théorie et la pratique, autour des problématiques en rapport avec nos attentes.

Un autre chantier, au titre des ambitions que je porte, est l'utilisation des vastes potentialités des technologies appliquées à la fonction de juger. La révolution numérique enclenchée sous la Présidence BATOKO et que j'entends résolument poursuivre, induira de fait, une transformation importante des méthodes de travail.

Dès lors, sera mis en place, un mécanisme de dématérialisation des procédures devant les formations juridictionnelles de notre haute Juridiction avec une fluidification du parcours juridictionnel interne des dossiers, ceci dans l'optique de rendre des décisions dans un délai raisonnable. De même, dans un objectif de protection de la vie privée, la technique d'anonymisation ou de pseudonymisation des arrêts rendus à la Cour est fortement envisagée.

Cette dématérialisation des procédures, la fluidité du parcours juridictionnel et la diffusion de la jurisprudence de notre Cour nécessitent l'identification des outils technologiques les plus adaptés à nos réalités ainsi que l'accompagnement des membres de la Cour et du personnel de soutien dans cette transformation que commande un fonctionnement moderne. Notre parc informatique doit donc être sensiblement renforcé pour faire face à ces défis de notre temps.

Chers collègues,

Je voudrais aussi sur le plan interne, travailler à la valorisation de la fonction consultative de la Cour suprême. L'expertise avérée des membres de la Cour doit permettre d'apporter des réponses diligentes aux sollicitations du Gouvernement en ce qui concerne l'examen des projets de lois, préalablement à leur transmission à l'Assemblée nationale. C'est au prix d'un traitement diligent et de qualité indiscutable, des demandes d'avis du Gouvernement sur les projets de lois, que nous créerons et rendrons à nouveau indispensable, notre saisine par le Gouvernement.

La dimension de l'activité consultative de la Cour suprême a souvent été occultée. Je voudrais travailler à lui redonner ses lettres de noblesses. Un conseil avisé et de belle facture de la haute Juridiction sur les projets de textes, les décrets et sur les modifications législatives et réglementaires, non pas du point de vue de leur opportunité mais de celui de la légalité et de la légistique, permet, *in fine*, de prévenir la cascade des litiges et autres conflits qui, dans tous les cas, finissent par atterrir devant la haute Juridiction.

Enfin, je défendrai la place de la Cour et j'assurerai son rayonnement au plan international, avec le concours de tous ses animateurs.

Au bénéfice de mes expériences accumulées dans ma fonction de secrétaire général de l'Association Africaine des Hautes Juridictions Francophones (AA-HJF), je travaillerai avec vous, à l'échelle continentale africaine et internationale à faire mettre en valeur l'expertise de notre haute Juridiction. Qu'il s'agisse de l'Association Africaine des Hautes Juridictions Francophones (AA-HJF), de l'Association des Hautes Juridictions de Cassation des pays ayant en partage, l'Usage du Français (AHJUCAF), l'Association Internationale des Hautes Juridictions Administratives (AIHJA), et de l'INTOSAI en matière de comptes publics, la Cour suprême du Bénin entend continuer de jouer sa partition et prendre toute sa place dans ces creusets qui unissent les hautes Juridictions par le droit et la justice dans une dynamique d'intégration juridique et judiciaire de nos Etats.

Mesdames et Messieurs les membres de la Cour,

Mesdames, Messieurs les membres du personnel administratif,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Ces nobles objectifs ne seront atteints que si chaque acteur prend toute sa place dans l'œuvre collective qu'est l'œuvre de justice. Le succès dans cette œuvre suppose la mise à la disposition de notre Juridiction, de moyens tant humain, financier que matériel.

A ce sujet, un véritable plaidoyer sera fait en direction du Gouvernement et de son chef qui est par ailleurs président du Conseil Supérieur de la Magistrature, aux fins de doter la haute Juridiction, de moyens conséquents à même de lui permettre d'être à la hauteur de la mission que les lois et les règlements de la République lui ont assignée.

Dans son rôle d'accompagnement pédagogique des juridictions du fond, la Cour suprême va renforcer ses missions d'inspection et pérenniser les rencontres thématiques dits trimestrielles auxquelles le Barreau est désormais associé. La mission d'harmonisation de la jurisprudence dévolue à la Cour suprême ne s'en trouvera que davantage renforcée. De même que son autre rôle, celui de sécuriser l'interprétation de la loi, assurera l'unité du système juridique au-travers de l'unification du droit.

Tout ceci n'est pas possible sans le renforcement de la Cour en moyens humains : conseillers, avocats généraux, auditeurs, greffiers et personnel de soutien de qualité et en quantité suffisante. Ce renforcement en ressources humaines sera l'une des priorités de mon mandat.

En termes d'infrastructures, notre imposant bâtiment a plus de 20 ans et sa rénovation externe comme interne est nécessaire et mérite d'être poursuivie.

Le projet de construction de la salle des actes initié et dont la cause a été plaidée par mes prédécesseurs, sera relancé et deviendra réalité avec le concours du Gouvernement et plus spécifiquement celui du ministère en charge du cadre de vie. La mise à disposition de ce joyau, constitue un impératif. Il est temps, il est grand temps, il est plus que temps de mettre une fin définitive à la délocalisation de nos audiences solennelles de rentrée judiciaire.

Les conditions de vie des membres et du personnel de soutien sont appelées à s'améliorer grâce aux actions hardies devant renforcer de manière substantielle, le traitement alloué par l'Etat à ses éminents serviteurs, en contrepartie de l'abnégation au travail, du génie au service de l'action et de la détermination dans l'effort. En cela, je sais pouvoir compter sur la sollicitude du Chef de l'Etat et de son Gouvernement.

De même l'affiliation à la protection santé, impératif législatif pour tous les agents publics de l'Etat et la mise en place d'une caisse d'actions sociales, restent nécessaires pour apporter notre soutien aux membres de la Cour, à tout son personnel, sans avoir systématiquement à procéder à des cotisations sporadiques.

Un constat peut aisément se faire quand on se penche sur la situation du parc automobile de la Cour ; il est complètement usé. Il faut le renouveler.

Je crois en cela, pouvoir être optimiste quand on sait l'attachement du Chef de l'Etat au meilleur fonctionnement du service public de la justice et à l'amélioration des conditions de vie et de travail de ses animateurs.

Mesdames et Messieurs les membres de la Cour,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Notre société doit avoir une ambition pour la justice, une ambition pour ses juges. La contrepartie de cette ambition est une exigence sociale renforcée vis-à-vis des juges, dans leur formation, leur pratique, leur éthique, leur régime de responsabilité.

Seule la réponse à ces exigences peut fonder la légitimité et la place renforcée du juge dans la société. L'impartialité, la compétence, l'humilité, le respect des justiciables devront

imprégner la pratique professionnelle quotidienne de tous les juges car à défaut du respect de ces exigences, le pouvoir du juge apparaîtrait vite inacceptable.

J'entends conduire mon mandat autour de cette vision.

Le Service public de la Justice en sera grandi.

Dieu bénisse la Cour suprême.

Je vous remercie.

Victor Dassi ADOSSOU